

PRÉFET DE LA MOSELLE

Préfecture
Direction des Libertés Publiques

ARRÊTÉ

n° 2011-DLP/BUPE- 259 du - 8 JUIL. 2011

mettant en demeure la société TOTAL Petrochemicals France à SAINT-AVOLD, de respecter certaines dispositions de l'article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral n° 2010-DEDD/IC-156 du 23 avril 2010, l'autorisant à poursuivre l'exploitation de l'atelier des « Essences » de la plate-forme pétrochimique de CARLING/SAINT-AVOLD.

LE PRÉFET DE LA RÉGION LORRAINE
PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFET DE LA MOSELLE
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

VU le livre V du Code de l'Environnement et notamment son article L. 514-1 ;

VU la partie réglementaire du livre V du Code de l'environnement ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté préfectoral DCTAJ-2011-110 en date du 14 juin 2011 portant délégation de signature en faveur de Monsieur Olivier du CRAY, Secrétaire Général de la préfecture de Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2010-DEDD/IC-156 du 23 avril 2010 autorisant la société TOTAL Petrochemicals France à poursuivre l'exploitation des Essences sur le territoire des communes de SAINT-AVOLD et L'HOPITAL, et notamment son article 3.2.2 ;

Considérant que l'article 3.2.2 de l'arrêté du 23/04/2010 susvisé prescrit pour l'atelier des Essences :

« L'exploitant transmettra au plus tard le 31 décembre 2010 à l'inspection des installations classées une étude de caractérisation des rejets d'une part, des fours L101, L1101 (caractérisation qualitative), et d'autre part, des fours L201, L302, L301 (caractérisation quantitative résultant de mesures en fonctionnement normal de ces 3 fours). Si plusieurs combustibles sont susceptibles d'être brûlés sur ces fours, les mesures seront effectuées pour chaque combustible. L'étude précisera pour chaque point de rejet :

- *les conditions de marches lors des mesures (combustibles, taux de marche, ...) ;*
- *les modalités de prélèvement et d'analyse (normes, ...) ;*
- *le débit d'émission ;*
- *le taux d'oxygène dans les fumées ;*
- *les concentrations et flux en polluants (NOx, SO₂ et poussières). »*

Considérant qu'aucune étude telle qu'exigée ci-dessus n'a été transmise à l'inspection des installations classées ;

Considérant alors que la société TOTAL Petrochemicals France ne respecte pas les dispositions précitées de l'arrêté du 23/04/2010 susvisé ;

Considérant les dangers et inconvénients générés par ce non-respect des prescriptions réglementaires pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture ;

ARRÊTE

Article 1 : Champ de la mise en demeure

La société TOTAL Petrochemicals France à SAINT-AVOLD est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes dans les délais précisés :

Référence réglementaire	Disposition à respecter	Délai
Article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral n° 2010-DEDD/IC-156 du 23 avril 2010	Atelier des Essences : transmission à l'Inspection des Installations Classées, de l'étude de caractérisation des rejets d'une part des fours L101, L1101 (caractérisation qualitative), et d'autre part des fours L201, L302 et L303 (caractérisation quantitative résultant de mesures en fonctionnement normal de ces 3 fours). Si plusieurs combustibles sont susceptibles d'être brûlés sur ces fours, les mesures seront effectuées pour chaque combustible. L'étude précisera pour chaque point de rejet : <ul style="list-style-type: none">- les conditions de marche lors des mesures (combustible, taux de marche, ...) ;- les modalités de prélèvement et d'analyse (normes, ...) ;- le débit d'émission ;- le taux d'oxygène dans les fumées ;- les concentrations et flux en polluants (NOx, SO₂ et poussières).	3 mois

Article 2 : Infractions aux dispositions de l'arrêté

En cas de non-respect du présent arrêté, indépendamment des poursuites pénales qui pourront être exercées, des mesures et sanctions administratives pourront être prises conformément aux dispositions du code de l'environnement.

Article 3 : Délais et voies de recours

En vertu de l'article L 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.


Elle peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg, par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Article 4 : Exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture de la Moselle,
Le Sous-préfet de FORBACH,
Les inspecteurs des installations classées,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une copie du présent arrêté est transmise, pour information, au maire de la commune où est implantée l'entreprise.

Fait à Metz, le - 8 JUIL. 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général


Olivier du CRAY

